

"Un Président ne devrait pas dire ça..."

13/10/2016



Allocution de M. Jean-Claude Marin, procureur général près la Cour de cassation suite à la publication du livre de confidences du Président de la République

"Notre entretien d'hier avec le président de la République n'a pas atténué le sentiment que la magistrature en général et les magistrats en particulier ont ressenti face à une nouvelle humiliation.

Le texte publié mérite ici d'être cité :

« Une institution de lâcheté (...) C'est quand même ça, tous ces procureurs, tous ces hauts magistrats, on se planque, on joue les vertueux... On n'aime pas le politique ».

Par de tels propos, le chef de l'Etat, garant constitutionnel de l'indépendance de l'Autorité judiciaire, semble n'en garantir ni la place ni la considération et ce, quel que soit le contexte dans lequel ils ont pu être tenus !

Cette atteinte à notre institution et à ceux qui la servent est d'autant plus injuste que, ces derniers temps, tous semblaient pourtant s'accorder, qui plus est dans la période terrible que notre pays subit depuis janvier 2015, à penser que notre justice, longtemps négligée, devait être une des priorités majeures dans un Etat de droit.

Que peuvent aujourd'hui penser les Français, lorsque de tels propos sont tenus sur leur Justice par la plus haute autorité de l'Etat ?

Comment peuvent-ils regarder ces hommes et femmes, engagés quotidiennement au service du bien public ?

Il devient dès lors incontournable, de poser et de régler, sans ambiguïté et loin de toute posture partisane, la question de l'ordonnement de nos institutions et de la réelle indépendance de l'autorité judiciaire dans ce pays."

Relations institutionnelles

Discours

Par Jean-Claude Marin